

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

OBJET DU PROJET DE CONTRAT :

**TRAVAUX DE REHABILITATION DU BATIMENT ADMINISTRATIF CRDE DE DOMONI -
ANJOUAN**

REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Jérémie PELLET, Directeur général d'EXPERTISE FRANCE

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

17/03/2026 à 12h00 (HEURE DE PARIS)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
Objet de la consultation	4
Etendue de la consultation	4
Calendrier prévisionnel de la consultation	4
Langue de la consultation – unité monétaire	4
Composition du dossier de consultation.....	4
Visite des lieux.....	4
Modification du dossier de consultation	4
ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET DE CONTRAT	5
Forme du contrat	5
Montant estimatif du besoin	5
Durée d’exécution de la prestation.....	5
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DE CANDIDATS	5
Conditions de présentation des candidatures	5
Motifs et conditions d’exclusion	5
CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	6
Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques (consortium)	9
<i>Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques</i>	9
<i>Forme du groupement</i>	9
Précisions concernant la sous-traitance	9
<i>Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance</i>	9
<i>Présentation d'un sous-traitant</i>	10
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS ET MODALITES DE DEPOT	10
Pièces constitutives de la candidature.....	10
Modalités de remise des plis.....	11
<i>Remise des plis sous format papier</i>	11
<i>Remise électronique</i>	11
ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES	12
Demande de compléments de candidature.....	12
Rejet des candidatures hors délais - Ouverture des plis.....	12
Recevabilité des candidatures	12
ARTICLE 6 : EVALUATION DES OFFRES, NEGOCIATION ET ATTRIBUTION	13
Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres	13
Analyse des offres	13
Rejet des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées	13
Comparaison des offres pour sélection de l’offre économiquement la plus avantageuse	13
<i>Critère 1 : prix des prestations</i>	13
Négociations.....	14
Attribution.....	14
ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONSULTATION ET POUR LE SUIVI D’EXECUTION DU CONTRAT	14

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :.....	15
Pour la plateforme PLACE :	15
Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :.....	15
Pour l'autorité contractante :	15
Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :.....	15
ARTICLE 8 : AUTRES RENSEIGNEMENTS	16
ARTICLE 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation

La consultation porte sur la passation d'un contrat de travaux ayant pour objet « **Travaux de réhabilitation du bâtiment administratif CRDE de Domoni – Anjouan** ».

L'étendue des besoins à couvrir sont décrits dans le Cahier de charges.

Etendue de la consultation

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique (CCP) dans sa version en vigueur issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Il est passé par une Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 au R. 2123-7 du CCP.

Calendrier prévisionnel de la consultation

Date estimative	Etape
17/03/2026	Date limite de réception des offres
20/03/2026	Négociation des offres et demandes d'offres optimisées
25/03/2026	Envoi des courriers de rejet aux candidats non retenus
27/03/2026	Notification du marché

Langue de la consultation – unité monétaire

L'ensemble des documents de la présente consultation doivent être rédigés en langue française.

Le Pouvoir adjudicateur conclura les marchés dans l'unité monétaire suivante : euro (€).

Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (R.C.)
- Le projet de contrat (conditions particulières et conditions générales) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des charges et ses éventuelles annexes ;
- Le formulaire de candidature comprenant la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion, à l'absence de conflit d'intérêt et la fiche d'identité tiers ;
- Le formulaire de vérification de conformité au RGPD du candidat ;
- Le guide d'utilisation PLACE

Pièces complémentaires au dossier de consultation :

- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ; (Bordereau des prix unitaires)
-

Visite des lieux

Sans objet

Modification du dossier de consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **4 jours** avant la date limite de réception des plis

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats/soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat/soumissionnaire aurait remis une candidature et/ou une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de réception des plis.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET DE CONTRAT

Forme du contrat

Le contrat est un marché public composé d'un poste unique à prix unitaire.

Montant estimatif du besoin

Le montant du contrat correspondra au prix proposé par l'attributaire retenu.

La TVA n'est pas applicable au présent Contrat en vertu de l'article 6 de l'accord d'établissement signé le 21 novembre 2019 entre le Gouvernement de l'Union des Comores et Expertise France et de son avenant signé le 23 mars 2021.

Le Contrat est composé d'un poste unique et assorti d'une obligation de résultat.

Le montant total du Contrat couvre l'ensemble des prestations et fournitures dus au titre du présent Contrat.

Durée d'exécution de la prestation

La durée de contrat est fixée à **cinq (05) mois**, à compter de sa date de notification et la durée d'exécution de la prestation est fixée à **quatre (04) mois**.

À titre indicatif, la date prévisionnelle de notification est le **27/03/2025**.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DE CANDIDATS

Conditions de présentation des candidatures

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (article R. 2142-4 du code de la commande publique. Mais dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Motifs et conditions d'exclusion

En application, notamment :

- de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin II »,
- du chapitre II du Code monétaire et financier français portant sur les « dispositions relatives au gel des avoirs et à l'interdiction de mise à disposition » (notamment les articles L562-4 et 5),
- des exigences en la matière découlant de l'accréditation pour la gestion des fonds délégués de l'Union

européenne (pilier 7 relatif à l'exclusion à l'accès aux financements),

Les candidats ou leur représentant se trouvant dans un des cas énumérés aux articles L.2141-1 à L.2141-10 du code de la commande publique, ou qui figurent sur une liste d'exclusion officielle sont exclus de la procédure, que leur situation soit révélée par leurs propres déclarations ou par la mise en œuvre des mesures de vigilance par l'autorité contractante.

Toutefois, lorsque la décision d'exclusion est laissée à l'appréciation de l'autorité contractante, celle-ci invite le(s) candidat(s) susceptible(s) d'être exclu(s) à présenter ses(leurs) observations afin d'établir dans un délai raisonnable n'excédant pas 10 jours, et par tout moyen, que les mesures nécessaires pour corriger les manquements à l'origine de l'exclusion ont été prises et, le cas échéant, que sa(leur) participation à la consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur qui l'exclut pour ce motif.

Niveaux minimaux requis en termes de capacités économiques, techniques et professionnelles. Les candidats sont invités à fournir les éléments d'informations suivantes permettant d'apprécier leurs capacités économiques, techniques et professionnelles.

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

- Un chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction ou réhabilitation d'au moins dix millions (10 000 000) francs comoriens soit vingt mille euros au cours des trois (3) dernières années (2025, 2024, 2023) ;
 - Une attestation bancaire permettant au candidat de démontrer la solidité actuelle de sa position financière et sa rentabilité à long terme soit une disponibilité d'un fonds de roulement suffisant soit dix millions (10 000 000) Francs comoriens soit 20 000 €.
- ou
- Accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur du même montant de 5 millions (5 000 000) Francs comoriens soit 10 000 € fournie par une institution bancaire ou financière valide.

ARTICLE CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

- **Expérience** : *les candidats doivent* avoir, au cours des cinq (5) dernières années, réalisé avec succès en tant qu'entrepreneur principal soit :
 - Au moins trois projets de nature et de complexité comparables. Cette expérience doit inclure des travaux de construction ou de réhabilitation des bâtiments d'un montant de cinq millions (5 000 000) francs comoriens soit dix mille euros.

Des pièces justificatives sont à fournir à l'appui (PV de réception provisoire ou définitive des travaux, ou copie des contrats en cours avec la description et montant des travaux ou attestation de bonne fin du Maître d'ouvrage mais les travaux doivent être réalisés au moins à 80%).

- **Moyens humains**

Les candidats sont invités à fournir leur description du personnel clés permanent de l'entreprise et qui sera affecté au chantier pour chaque lot

Désignation	Profil requis	Nombre
<i>Ingénieur en BTP</i>	<i>Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en BTP ou équivalent et avoir au minimum 4 ans d'expérience dans l'exécution des travaux et avoir des connaissances particulières sur les techniques de réhabilitation justifiées par au moins 3 références de travaux similaires</i>	<i>1</i>
<i>Conducteur des travaux</i>	<i>Avoir au minimum un diplôme de Bac +2 en BTP avec au moins 4 ans d'expérience professionnelle notamment dans la conduite de chantier de travaux de réhabilitation en zone occupée et capable de prendre des mesures d'atténuation des nuisances pouvant être engendrées par les activités du chantier. Etre habitué aux procédures de marché, comprendre le rôle du superviseur des travaux et l'intérêt du suivi et contrôle du chantier.</i>	<i>1</i>
<i>Chef de chantier</i>	<i>Titulaire d'un DUT ou BTS en BTP ou équivalent avec au moins 3 ans d'expérience dans l'exécution des travaux, et avoir en particulier une expérience justifiable comme chef de chantier pour 2 marchés de travaux de réhabilitation et avoir une connaissance des procédures de marché de travaux et du rôle du Responsable de la supervision et contrôle des travaux.</i>	<i>1</i>
<i>Maçons (travaux de béton)</i>	<i>Titulaire d'un CAP/BP constructeur en béton armé du bâtiment ou BP construction en maçonnerie et béton armé ou Bac pro construction bâtiment gros œuvre ayant au moins 5 ans d'expérience ou formé sur le tas et avoir travaillé sur au moins 6 marchés de travaux en général et 5 marchés de réhabilitation. Connaître les différents types de béton, leur méthode de mise en œuvre et les pratiques habituelles de réparation des surfaces de béton dégradé ; être capable de reconnaître les différents matériaux constitutifs du béton ainsi que la granulométrie des agrégats appropriés à chaque destination de l'ouvrage en béton. Savoir calculer le volume de chaque ouvrage en béton ainsi que le calcul de la quantité de matériaux que doit contenir un mélange de béton. Etre capable de manier facilement l'aiguille vibrante et de donner des instructions précises aux manœuvres qui lui porteront assistance pendant la réalisation des corps d'état. Savoir monter des échafaudages et de mettre en place les dispositifs de sécurité.</i>	<i>2</i>
<i>Maçons (travaux maçonnerie)</i>	<i>Titulaire d'un CAP/BP maçon/BP construction en maçonnerie et béton armé/Bac pro construction bâtiment gros œuvre ayant au moins 5 ans d'expérience ou formé sur le tas avec au moins 6 références dans la réalisation de travaux de gros œuvre en général et 4 références dans les travaux de réhabilitation. Etre capable de calculer les matériaux nécessaires pour chaque volume de maçonnerie à réaliser. Etre en mesure de savoir</i>	<i>3</i>

Désignation	Profil requis	Nombre
	<i>monter des échafaudages et de mettre en place les dispositifs de sécurité.</i>	
<i>Plombiers – Tous travaux de plomberie</i>	<i>Titulaire d'un CAP installateur sanitaire ou BEP Techniques des installations sanitaires et thermiques ayant au minimum 4 ans d'expérience ou plombier formé sur le tas capable de faire la lecture de plan et de schémas, ayant une bonne connaissance des matériaux : cuivre, plastique, inox, fer, acier, zinc, etc., ayant les compétences techniques des mesures, traçage, collage, application d'enduit, soudure, cintrage, etc. et capable de manier les outils tels que : équerre, niveau, perceuses, etc.</i>	<i>1</i>
<i>Électricien – Tous travaux d'électricité</i>	<i>Titulaire d'un CAP préparation et réalisation d'ouvrages électriques ou Brevet professionnel Electricien ou l'équivalent. Avoir au minimum 4 ans d'expérience et connaître les lois de l'électricité, ainsi que les normes à respecter ou électricien formé sur le tas capable de faire la lecture du schéma du réseau électrique et de mettre en place l'installation d'un réseau ou sa rénovation avec mise en norme, ayant de bonnes notions de bricolage.</i>	<i>1</i>
<i>Carreleur</i>	<i>Titulaire d'un CAP Carreleur ayant au minimum 3 ans d'expérience ou l'équivalent en expérience capable de connaître les matériaux de revêtement et des techniques de pose de carreaux, ou formé sur le tas ayant une bonne connaissance en matière de lire des plans et faire des calculs dimensionnels (surface, volume, etc.) ; être capable de faire la distinction entre les différentes catégories de carreaux et de faïence et connaître les méthodes de pose y correspondants.</i>	<i>1</i>
<i>Ferrailleur</i>	<i>Titulaire d'un CAP spécialisé en ferrailage ou équivalent ou formé sur le tas et être en mesure de faire la lecture de plans et bordereaux de ferrailage et savoir utiliser du matériel de ferrailage (cintreuse, cisaille...) Avoir une connaissance des techniques de soudure et ligature des barres et treillis et des techniques d'assemblage et de fixation des métaux Avoir au moins 1 an d'expérience sur la préparation des ferrailages pour tout ouvrage en béton.</i>	<i>1</i>
<i>Main d'œuvre spécialisée</i>	<i>Assistant/aide relatif aux différents corps de métier (plombier, électricien, menuisier, etc.) ayant des connaissances approfondies de la discipline dans laquelle il travaille</i>	<i>7</i>
<i>Main d'œuvre non spécialisée</i>	<i>Personne adulte, en bonne condition physique et mentale, capable de soulever des poids allant jusqu'à 50 kg et de comprendre leur usage.</i>	<i>10</i>

- **Matériels et équipements minimums requis pour la mise en œuvre des travaux pour chaque lot**

Description des Équipements	Quantité
Bétonneuse (150 litres au minimum)	1
Aiguille vibrante (Rayon d'action : $\varnothing \geq 250\text{m}$)	1
Groupe électrogène au diesel pour tous types d'utilisation (puissance minimale : 4kVA)	1
Camion (6 Tonnes ou autre)	1
Voiture de liaison type pick-up ou camionnette	1
Marteau piqueur (force de frappe allant jusqu'au 20 kg)	1
Lots de petits outillages (étais, pelles, brouette, auges, etc.)	Quantité nécessaire requis suivant usage

NB : pour ces matériels, il sera exigé une **preuve de propriété ou de disponibilité chez un tiers** qui s'engage à lui fournir dans un délai bref s'il est attributaire. Une visite sera effectuée sur les lieux d'entreposage du matériel avant signature du contrat le cas échéant.

Chaque contractant membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces exigées au titre du présent règlement de consultation. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces autres opérateurs économiques et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

En cas de groupement momentané d'entreprises, l'appréciation de ces conditions de participation est globale ; le dossier de candidature devra comporter une habilitation du mandataire par ses cotraitants pouvant prendre la forme du formulaire DC1 en vigueur.

Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques (consortium)

Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'autorité contractante exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure ;

Forme du groupement

La forme du groupement est solidaire.

Précisions concernant la sous-traitance

Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

Présentation d'un sous-traitant

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance)¹ dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS ET MODALITES DE DEPOT

Les soumissionnaires remettent un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-après. Les documents demandés doivent être signés par le soumissionnaire, le mandataire du groupement momentané d'entreprises ou chacun des membres de ce même groupement.

Pièces constitutives de la candidature

Les candidats remettent les éléments de candidatures suivants :

- Une preuve de l'enregistrement du candidat au registre des sociétés (K-bis ou équivalent)
- Une preuve de la satisfaction aux obligations fiscales du candidat
- Une preuve de la satisfaction aux obligations sociales du candidat
- Le formulaire de candidature joint (y compris les annexes)
- Un descriptif des moyens humains du candidat
 - o Déclaration indiquant les effectifs actuels de l'entreprise et l'importance du personnel d'encadrement ;
- Un descriptif des moyens techniques du candidat
 - o Liste de références en rapport avec l'objet du marché sur des chantiers de taille similaire indiquant le nom et les coordonnées téléphoniques d'un contact référent,
 - o Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations prévues dans le cadre du marché,

Pièces constitutives de l'offre

Les candidats remettent un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Le projet de contrat dûment renseigné, daté et signé et en annexe :
 - o Bordereau des prix Unitaires (BPU) et le devis quantitatif estimatif (DQE) ;
- Un mémoire technique comprenant les informations suivantes :
 - o Méthodologie et organisation d'exécution des travaux,
 - o Effectif dédié et compétences de l'équipe affectée au projet
 - o Planning prévisionnel du déroulement des tâches

Durée de validité des offres La validité des offres remises par les soumissionnaires est maintenue au moins **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

¹ Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Modalités de remise des plis

Remise des plis sous format papier

Les plis remis sous format papier sont rejetés.

Remise électronique

Pour accéder à l'espace de consultation du marché ou pour déposer leur pli, les soumissionnaires doivent se connecter à la Plateforme des Achats de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

La remise par voie dématérialisée est obligatoire. Toute remise par un autre moyen sera rejetée.

La procédure de dépôt des plis est détaillée sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les soumissionnaires y trouveront notamment un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

S'ils le souhaitent, les candidats pourront prendre contact avec le 01 76 64 74 07 tous les jours ouvrés de 9h00 à 19h00 pour bénéficier d'une assistance technique dans l'accomplissement de ces opérations.

En cas d'allotissement, chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils devront au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet. La disposition d'un outil de signature électronique n'est pas obligatoire.

Pour constituer son offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants : fichiers PDF, RTF, ZIP, suite Microsoft Office, Libre Office ou Open Office. Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

ATTENTION !

Tout fichier constitutif de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

NB : L'attention des soumissionnaires est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Le délai moyen de téléchargement peut varier en fonction de paramètres divers comme la capacité technique du matériel, le type de raccordement à internet, le trafic sur le réseau...

Dans la mesure où la date et l'heure de fin d'acheminement font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée, les soumissionnaires sont invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse par voie dématérialisée.

Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la re-matérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie aux pouvoirs adjudicateurs sous

cette forme. Il s'engage enfin à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes.

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le Comité d'évaluation peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'autorité contractante qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché.

Demande de compléments de candidature

Si l'autorité contractante constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Rejet des candidatures hors délais - Ouverture des plis

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des candidats et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Recevabilité des candidatures

En conformité avec l'Article 3 du présent document portant sur les conditions de participations, Le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des de la recevabilité des candidatures sur la base des critères de recevabilité suivants :

- Enregistrement du candidat au registre du commerce
- Satisfaction aux obligations sociales du candidat
- Satisfaction aux obligations fiscales du candidat
- Le candidat ne doit pas se trouver dans une situation mentionnée des articles L. 2141-1 à L 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et ne figurent pas sur une liste d'exclusion officielle que leur situation soit révélée par leurs propres déclarations ou par la mise en œuvre des mesures de vigilance par l'autorité contractante.
- Le candidat ou son représentant ne doit pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt vis-à-vis de l'autorité adjudicatrice et/ou des bénéficiaires du contrat d'achat
- Une attestation bancaire permettant au candidat de démontrer la solidité actuelle de sa position financière et sa rentabilité à long terme soit une disponibilité d'un fonds de roulement suffisant soit dix millions (10 000 000) Francs comoriens soit 20 000 €.
- Accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur du même montant de 5 millions (5 000 000) Francs comoriens soit 10 000 € fournie par une institution bancaire ou financière valide.

ARTICLE 6 : EVALUATION DES OFFRES, NEGOCIATION ET ATTRIBUTION

La procédure de sélection des offres est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes :

Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des soumissionnaires et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Analyse des offres

Après avoir vérifié que les offres reçues sont régulières, acceptables et appropriées, le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des offres des soumissionnaires retenus en application des critères définis ci-après.

Rejet des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées

Le Comité d'évaluation procède à l'examen des offres reçues et, en application de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, rejette les offres jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées, le cas échéant après mise en œuvre de la procédure de régularisation prévue à l'article R.2152-2 du même code.

Comparaison des offres pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le jugement des offres sera effectué séparément selon les critères suivants par l'attribution d'une note à concurrence du nombre de points maximum par critère figurant ci-après :

Critère 1 : prix des prestations

La **notation financière (NF sur 40 points maximum)** portera sur la comparaison des offres financières de l'ensemble des candidats dont l'offre est régulière.

NB : les prix unitaires en lettres au niveau du bordereau des prix unitaires feront foi en cas de différence avec les prix unitaires en chiffres. L'offre sera donc ajustée, en cas d'erreur, sur la base des prix mentionnés en lettres dans le bordereau des prix unitaires.

Critère 1 : Qualité technique (NT sur 60 points maximum)

Sous-critères permettant d'apprécier la qualité technique	Nombre de points maximum
---	--------------------------

Méthodologie d'exécution des travaux Organigramme des travaux et tâches des équipes dédiées pour la conduite du chantier (5 pts) Organisations et coordinations TCE (travaux tous corps d'état- bâtiment), interactions des moyens à mettre en place (humains, matériel pendant les travaux, etc...) (5 pts) Méthode et fonctionnements de l'auto contrôle interne (entreprise) pour les travaux en coordination avec la mission de suivi contrôle des travaux (contrôle externe) (5 pts) Démontrer l'intégration du suivi contrôle et de mise en œuvre des aspects environnementaux et sociaux au niveau du chantier et son voisinage (5 pts)	/20
Evaluation du Personnel dédié et compétences de l'équipe affectée au projet Ingénieur en BTP (15 points) <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances sur les techniques de réhabilitation justifiées par au moins 3 références de travaux similaires (5 points / chantier) Chef de chantier construction (15 points) : <ul style="list-style-type: none"> - Expériences (Similaires) – 03 chantiers réalisés au poste de chef de chantier, (5 points / chantier) 	30
Déroulement des tâches, planning prévisionnel <i>Faisabilité et réalisme des délais dédiés aux travaux de gros et second œuvre /5</i> <i>Cohérence de l'ordonnancement, des tâches, la coordination TCE des travaux /5</i>	/10
TOTAL	60

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une **note technique (NT sur 60 points maximum)** par addition des notes pondérées obtenues sur chaque sous-critère.

Critère 2 : Chaque offre financière jugée conforme se verra attribuer **une note financière NF sur 40 points maximum.**

Négociations

Après une première analyse des offres, le Comité d'évaluation pourra négocier avec tout ou partie des soumissionnaires dans le respect du principe de l'égalité de traitement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à l'attribution du marché sans négociation.

Attribution

Une **note globale (NG sur un maximum de 100 points)** obtenue par addition des notes technique et financière (**NG=NF+NT**) sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement.

Le(s) soumissionnaire(s) ayant obtenu la note globale la plus élevée sera (seront) considéré(s) comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra (verront) attribuer le marché selon le lot où ils auront obtenu la note globale la plus élevée. Un soumissionnaire ne peut être adjudicataire de plus d'un lot.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONSULTATION ET POUR LE SUIVI D'EXECUTION DU CONTRAT

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats/soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées en utilisant les services de la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du contrat sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Pour les traitements réalisés avec les services de la PLACE, le Ministère de l'action et des comptes publics – la Direction des Achats de l'Etat et Expertise France, autorité contractante, sont co-responsables du traitement des données à caractère personnel.

Pour les traitements réalisés en dehors des services de la PLACE, Expertise France, autorité contractante, est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Pour la plateforme PLACE :

Le Ministère de l'action et des comptes publics

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de traitement opérationnel :

La Direction des achats de l'Etat représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Pour l'autorité contractante :

Expertise France

40, Boulevard de Port Royal

75005 Paris

Représentée par son Directeur Général,

Responsable de traitement opérationnel :

Le Département des Systèmes d'Information représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

informatique.libertes@expertisefrance.fr

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD, à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle Expertise France est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi Expertise France ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi de la présente procédure de passation,
- La gestion et le suivi de l'attribution d'un marché public.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités de l'autorité contractante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation et de l'exécution du présent contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'Expertise France.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 8 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via la Plateforme des Achats de l'Etat au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Expertise France s'engage à fournir une réponse au plus tard 2 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Si une question est posée par un candidat, les candidats reçoivent un courriel les invitant à prendre connaissance d'un ou de plusieurs élément (s) en réponse à la question posée par un candidat.

ARTICLE 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris 75 859 PARIS Cedex 17 ; e-mail : tj-paris@justice.fr.

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal judiciaire de Paris ; e-mail : tj-paris@justice.fr.